



## Chaire en fiscalité et en finances publiques

# Bulletin de veille

1<sup>er</sup> novembre 2016

## QUÉBEC/CANADA

### CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

S. Gosselin et F. Delorme, « [La taxe sur l'hébergement à l'ère de l'économie du partage](#) », 24 octobre 2016, 32 p.

Le gouvernement québécois devrait favoriser la participation proactive d'AirBnB à la perception des taxes

Avec l'avènement de l'économie du partage et collaborative, la modernisation législative du régime québécois de la taxe sur l'hébergement de la Loi sur la taxe de vente du Québec comporte de nombreux défis, particulièrement en ce qui a trait à la perception efficace du produit de cette taxe. La présente note de recherche replace dans un premier temps le régime québécois de la taxe sur l'hébergement dans son contexte social et juridique. Les principales caractéristiques du régime, avant et après l'adoption de la Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique, seront également soulevées. Une analyse comparative avec les modifications législatives d'autres juridictions quant à leur régime de taxe sur l'hébergement sera également faite afin de formuler quelques recommandations et pistes de solutions pour optimiser le rendement fiscal du régime québécois actuel.

---

---

### CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

J. Brennan, « [Growth, austerity and the future of Nova Scotian prosperity](#) », 12 octobre 2016, 46 p.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ne devrait pas privilégier les mesures d'austérité dans le but de réduire son déficit

This study evaluates Nova Scotia's fiscal situation and finds the government has misidentified the economic challenges facing the province. Instead of austerity, it argues that what Nova Scotia really needs is sustainable economic development, good jobs and a sturdy social safety net.

Growth is shaped by a confluence of factors, including working age population, labour force participation, employment — in both the private and public sectors. Rather than being the problem, Nova Scotia's public sector is giving a boost to overall employment growth, when the private sector has not stepped up to do its part. Instead of austerity, the study argues that what Nova Scotia really needs is sustainable economic development, good jobs and a sturdy social safety net.

---

---

## CONFERENCE BOARD DU CANADA

M. Homsy, « [Des milliards de surplus : un mirage ?](#) », 24 octobre 2016, 15 p.

Malgré les surplus, de nouvelles baisses d'impôts ne semblent pas être viables

Le gouvernement du Québec devrait afficher des surplus budgétaires de plus de 2 G\$ dans le cadre de ses opérations courantes pour l'année se terminant au 31 mars 2016, après le versement de 1,5 G\$ au Fonds des générations. Le gouvernement a donc réussi à redresser les finances publiques et à rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses courantes de l'État.

De tels surplus susciteront inévitablement la convoitise de plusieurs. Comme le prochain budget est le dernier dont les mesures annoncées entreront en vigueur avant les prochaines élections, il sera difficile pour le gouvernement de résister à la tentation d'utiliser ces surplus pour faire des annonces à court terme. De leur côté, les partis d'opposition accroîtront sans doute la pression en multipliant les suggestions sur ce qui pourrait être fait avec de tels surplus. Or, leur utilisation doit être guidée par le contexte socioéconomique et financier dans lequel évolue le Québec, et non par les pressions politiques.

## BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Directeur parlementaire du budget, « [Perspectives économiques et financières Octobre 2016](#) », 24 octobre 2016, 31 p.

Un déficit plus élevé que prévu en raison de la faiblesse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu et particulièrement de l'impôt sur le revenu des entreprises

Le présent rapport donne suite à la motion adoptée par le Comité permanent des finances le 4 février 2016. Il tient compte des données disponibles jusqu'au 14 octobre 2016 inclusivement, ainsi que de l'accord de principe du 20 juin 2016 sur la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC)

Par contre, le présent rapport n'inclut pas les mesures sur le marché de l'habitation ni l'approche proposée de tarification du carbone que le gouvernement a annoncées le 3 octobre 2016.

Le DPB prévoit que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel passera de 1,2 % en 2016 à 2,3 % en 2017 et à 2,2 % en 2018, sous l'effet de mesures fiscales fédérales et de relance monétaire pour stimuler la demande intérieure. La croissance économique devrait ensuite ralentir de 2019 à 2021 en raison d'une atténuation de la croissance de l'investissement des entreprises et des exportations.

En raison de la remontée du prix des produits de base, l'inflation du PIB (indicateur de l'inflation des prix à l'échelle de l'économie) devrait bondir de 0,5 % en 2016 à 2,5 % en 2017, pour ensuite se stabiliser à 2,0 % en moyenne jusqu'à la fin de l'horizon de projection. Le PIB nominal – l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale – devrait croître de 3,7 % par année, en moyenne, de 2016 à 2021.

## FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

K. Milligan, « [The Tax Recognition of Children in Canada: Exemptions, Credits, and Cash Transfers](#) », *Revue fiscale canadienne*, volume 64:3, 18 p. [*L'accès à cet article requiert un abonnement à la Revue fiscale canadienne*]

Analyse de la fiscalité liée aux enfants au Canada dans les 50 dernières années

For almost 60 years, the Canadian Tax Foundation published an annual monograph, *Finances of the Nation*, and its predecessor, *The National Finances*. In a change of format, the 2014 Canadian Tax Journal introduced a new “*Finances of the Nation*” feature, which presents a series of articles on topical matters related to taxation and public expenditures in Canada. Previous articles include surveys of provincial and territorial budgets for fiscal years 2013-14, 2014-15, and 2015-16, prepared by Vivien Morgan, and monographs by Kevin Milligan, “*The Growth of Government in Canada: A 21st-Century Perspective*”; Kenneth J. McKenzie, “*The Corporate Income Tax in Canada—Past, Present, and Future*”; and Richard

Bird and Michael Smart, "Taxing Consumption in Canada: Rates, Revenues, and Redistribution." In this issue, Kevin Milligan discusses the evolution of the child benefit system in Canada and documents the distributional impact of federal transfers by income level and family type over a 50-year period (1966-2016). The underlying data for the Finances of the Nation monographs and the articles in this journal will be published online in the near future.

---

---

## INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

C. Hequet, « [L'évaluation monétaire de la nature](#) », 13 octobre 2016, 38 p.

L'évaluation monétaire de la nature a ses limites, par exemple, la ville de Montréal ne devrait pas s'en servir pour décider de tarifer ou non l'eau

Les préoccupations touchant les impacts environnementaux de l'activité économique ne sont pas nouvelles. Dès les 18e et 19e siècles, des économistes classiques tels qu'Adam Smith, Malthus et David Ricardo discutent déjà des limites de la croissance. On commence à réfléchir à l'usage des ressources agricoles et forestières au cours de la première moitié du 20e siècle, laissant place à l'économie de l'environnement et à l'économie des ressources naturelles comme disciplines à part entière.

Ces préoccupations se sont historiquement traduites par une régulation étatique du droit de polluer. Or, depuis la fin des années 1980, on assiste à un virage vers un environnementalisme de marché néolibéral. D'abord, les normes de pollution comme les quantités d'émissions permises par firme ont été remplacées par des approches de « gouvernance douce », comme le marché du carbone. Ensuite, certains services publics subventionnés par les impôts, comme les services d'aqueduc, ont fait place à une pleine tarification des consommateurs et consommatrices. Finalement, on observe une prolifération d'évaluations monétaires de la nature, principalement dans les pays anglo-saxons, mais également dans des pays aussi divers que l'Iran, la Finlande et ici même, au Québec. C'est le phénomène dont nous traiterons dans cette brochure.

---

---

Également appelé « monétisation » de la nature, il s'agit du processus par lequel on en vient à mettre une valeur en dollars (ou toute autre devise) sur un pan de nature, conceptualisé comme un « bien » ou un « service » environnemental. Jusqu'à son évaluation, on ne connaît pas cette valeur, car le « bien » ou le « service » en question n'a pas de prix, faute d'être échangé sur un marché. C'est pourquoi on le dit « non marchand ». Cela peut être une espèce animale qui n'est pas exploitée commercialement, comme le caribou forestier, la beauté d'un paysage, la capacité du sol à filtrer l'eau et bien d'autres choses encore. Une étude d'importance, publiée dans la prestigieuse revue *Nature* en 1997, estimait en moyenne à 33 000 G \$ US la valeur économique totale produite annuellement par la biosphère.

---

---



## ÉTATS-UNIS

### HOUSE BUDGET COMMITTEE

House Budget Committee « [Growing Risks to The Budget and the Economy](#) », 18 octobre 2016, 17 p.

La pérennité du budget et de l'économie passent par un meilleur contrôle des dépenses et des déficits

The Federal Government's fiscal policy remains on an unsustainable path. Deficits are growing once again and are expected to double over the next 10 years, to more than \$1.2 trillion – on par with annual deficit levels reached just after the financial crisis earlier this decade (in nominal terms). Growing deficits are driving debt to dangerous levels. Debt held by the public is projected to rise from roughly 76 percent of gross domestic product this year to more than 85 percent by 2026, twice the average of the past 50 years (39 percent) and the highest level since the end of World War II. By 2046, this publicly held debt is expected to reach 141 percent of gross domestic product, surpassing the historical high of 106 percent that occurred just after World War II.

At the same time, the U.S. economy is mired in slow growth. Real economic growth has averaged just more than 2.0 percent the past five years, well below the U.S. historical average of roughly 3.0

percent and marking the weakest economic recovery of the modern era. From 1950 through 2000, the U.S. economy grew at about 3.6 percent per year; since 2000, it has grown at barely half that rate, 1.8 percent. Even one recent glimmer of hopeful economic news – an increase in real median household income in 2015 – required six years to occur and still left incomes below their pre-recession peak in 2007. Further, even though the poverty rate declined in 2015, it remained above its prerecession level, with six million more poor people.

The answer to these twin problems is not more Keynesian-style government spending and borrowing. Instead, lawmakers should pursue pro-growth policies and strive to gain control of spending and deficits. This is the most promising combination for restoring growth, raising standards of living, and achieving a sustainable budgetary path.

---

---

## INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

C. Davis, « [State Tax Subsidies for Private K-12 Education](#) », 12 octobre 2016, 13 p.

Une brèche dans le traitement fiscal des dons favorise un petit groupe de contribuables au détriment des écoles

This report explains the workings, and problems, with state-level tax subsidies for private K-12 education. It also discusses how the Internal Revenue Service (IRS) has exacerbated some of these problems by allowing taxpayers to claim federal charitable deductions even on private school contributions that were not truly charitable in nature. Finally, an appendix to this report provides additional detail on the specific K-12 private school tax subsidies made available by each state.

---

---

## URBAN INSTITUTE

R. Auxier, « [How State Tax Commissions Approach Economic Development](#) », 16 octobre 2016, 9 p.

Le développement économique doit être au coeur des discussions des commissions de révision de la fiscalité

Nearly all state tax commissions—independent groups that study and make recommendations for improving a state’s tax system—are tasked with improving economic development within the state. Their report introductions include phrases such as “growth-friendly,” “unleash innovation,” and “optimum competitor.” And many commissions cite economic development to justify their concluding recommendations. But most reports ultimately contain little exploration or explanation on how taxes and economic development are (or are not) linked. This is a missed opportunity because most commissions thoroughly investigate their state’s tax structure, often with the assistance of respected tax and budget experts.

---

---

## URBAN INSTITUTE

E. Maag et E. Ramirez, « [Reforming the Child Tax Credit: An Update](#) », 18 octobre 2016, 15 p.

Analyse de 7 avenues pour réformer le crédit d’impôt pour enfants

This brief analyzes seven options for Child Tax Credit reform that would (1) make the CTC more consistent with other parts of the tax code; (2) target additional benefits to young children; or (3) broadly increase the credit for most current recipients.

---

---

## TAX FOUNDATION

N. Kaeding et J. Walczak, « [Colorado Amendment 69](#) », 20 octobre 2016, 9 p.

L’adoption de l’amendement 69 ferait du Colorado l’État avec le plus haut taux d’impôt sur le revenu aux États-Unis

Amendment 69 in Colorado would dramatically alter the state’s tax and health care systems, coupling a new 10 percent payroll and income tax with universal health care. Called ColoradoCare, Amendment 69 would hurt Colorado’s tax climate as the state would surpass California with the highest individual income tax rate in the country.

Amendment 69 would create a new bureaucracy, with immense authority to change taxes, outside of the state's current balance of powers, eliminating transparency for taxpayers. Colorado would plummet from 16th to 34th nationally on the State Business Tax Climate Index, confronting voters with an important choice in the Centennial State.



## INTERNATIONAL

### INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

N. Amin Smith, D. Phillips, P. Simpson et al., « [A time of revolution: British local government finance in the 2010s](#) », Octobre 2016, 59 p.

Les gouvernements locaux britanniques pourront diversifier leurs revenus fiscaux

The local government finance system in England is undergoing genuinely revolutionary change. A highly-centralised system of funding, with central government grants allocated on the basis of councils' relative spending need, is set to be replaced by a system where councils as a group are self-funding and individual councils bear far more spending and revenue risk. The aim of all this is to give councils stronger financial incentives to grow local economies and address underlying spending demand pressures. Accompanying this change will be simplified powers for councils to cut business rates. Decentralisation will be incomplete though – central government plans to keep a tight rein on councils' ability to increase council tax and business rates bills. In Scotland and Wales, little has changed so far, but the next few years could see significant reforms to local tax bases.

This is the first report in a new multi-year IFS research programme examining these major changes to local government finance. The programme will consider the impacts of changes so far, provide in-depth analysis of the main issues related to upcoming reforms, and consider the opportunities (and challenges) that would arise from greater fiscal devolution. This report provides an initial look at the changes in councils' spending, funding and funding systems since 2010, and highlights some of the key issues for the planned

shift to 100% retention of business rates revenues by councils in England.

## ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

P. Vujanovic et P. Ollivaud, « [OECD Economic Surveys : Indonesia 2016](#) », Octobre 2016, 138 p.

L'élargissement de la base d'imposition est un enjeu clé pour l'amélioration du régime fiscal indonésien

L'Indonésie a connu une transformation extraordinaire ces deux dernières décennies, et bénéficié d'une croissance vigoureuse qui a permis de sortir des millions de gens de la pauvreté et d'accomplir des progrès notables sur le front de la santé et de l'éducation. Toutefois, l'insuffisance des dépenses publiques et des recettes fiscales nuit à la qualité des services sociaux et aggrave les déficits dans les infrastructures, selon l'OCDE.

Dans son Étude économique de l'Indonésie 2016, l'OCDE observe que les bases d'imposition sont étroites et que la discipline fiscale est peu respectée dans le pays. Sur les 260 millions de citoyens que compte l'Indonésie, seuls 27 millions étaient enregistrés comme contribuables en 2014 et 900 000 seulement s'acquittaient de leur dette fiscale. Aussi est-il déterminant d'augmenter les recettes pour financer les investissements et les programmes sociaux. Il conviendrait également d'accroître le nombre de contribuables en faisant mieux respecter les obligations fiscales et en améliorant l'efficacité du recouvrement de l'impôt.

La dépense publique doit également gagner en efficacité. L'OCDE conclut que si la suppression de certaines subventions aux combustibles fossiles a étayé l'augmentation des dépenses dans les secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation et les infrastructures, d'autres actions sont nécessaires.

## **Équipe de rédaction**

*Recherche et sélection des articles :*  
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis  
Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

*Coordination, édition et révision :*  
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement  
au Bulletin de veille et aux  
publications de la Chaire :**  
[cftp.adm@USherbrooke.ca](mailto:cftp.adm@USherbrooke.ca)